

## 20 Provinces

Estuaire/Département du Komo-Mondah/Ntoum/Education...

## Une cure de jouvence pour deux écoles primaires

Photo : Prospère Sax Nzé Bekalié



Jean César Essone Obiang, l'initiateur de ces travaux.

Photo : Prospère Sax Nzé Bekalié



Le lifting opéré ici à l'école publique de Nfoulayong

Photo : Prospère Sax Nzé Bekalié



L'un des bâtiments de l'école catholique Saint Thomas de Ntoum ayant déjà subi sa cure de jouvence

PSNB

Ntoum/Gabon

LE personnel enseignant, ainsi que les élèves des écoles catholique Saint Thomas et publique de Nfoulayong (Meyang), dans le premier arrondissement de la

commune de Ntoum, vont se retrouver le 1er octobre prochain, date de la rentrée officielle des classes, dans des bâtiments rénovés, après une cure de jouvence. Des travaux initiés et réalisés, il y a quelques jours, par Jean César Essone Obiang, natif de la localité. Au terme du lifting de ces deux

établissements primaires, le dimanche 23 septembre dernier, la communauté scolaire locale n'a pas caché sa satisfaction, d'autant que l'expertise a été mise à contribution pour l'amélioration des conditions de travail du personnel enseignant affecté. Pour Jean César Essone Obiang, il s'agit-là d'une première étape.

« Nfoulayong est devenu aujourd'hui un quartier et non plus un village. Il est anormal d'y retrouver de nos jours des latrines. Celles-ci seront remplacées, dans les tout prochains jours, par des toilettes modernes. Des installations électriques fiables sont aussi prévues, tout comme des tables-bancs, et l'érection d'une barrière

pour la sécurité des enfants. A l'école Saint Thomas, fondée en 1962 dans la ville de Ntoum, le besoin d'un nouveau bâtiment va être satisfait, au regard du nombre croissant d'enfants qui s'y inscrivent chaque année», a-t-il indiqué.

Notons que Jean César Essone Obiang est candidat aux élec-

tions couplées législatives et locales 2018 pour le compte du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM).

Au nombre des actions déjà réalisées, l'établissement d'une passerelle à Nfoulayong pour faciliter la traversée des cours d'eau, véritable calvaire des piétons en saison de pluies.

...Département du Komo-Océan/Ndzomoe/Administration décentralisée

## Le préfet installe les auxiliaires de commandement

L.R.A.

Libreville/Gabon

Alli Confort, chef du village Nfoulenzem, Adèle Avome, promue à la tête du regroupement des villages Remboue-Gongoué, et Karl Nzigou Mbabo, chef d'Obelo, ont reçu les outils et insignes de leurs nouvelles fonctions samedi et dimanche derniers.

Photo : LRA



Adèle Avome Bifeghe, chef de regroupement des villages Remboue-Gongoué, installée dans ses fonctions par François Ntoutoume Essone,

FRANÇOIS Ntoutoume Essone, préfet du Komo-Océan était en tournée préfectorale samedi et dimanche derniers. Durant ces 2 jours, il a procédé à l'installation des auxiliaires de commandement de son département.

Particularités de l'événement : le périple est fluvial, toutes les installations se passant au bord de

l'eau. Et, les délégations participant à ces activités prennent leur départ sur des embarcations, au Centre d'appui à la pêche artisanale de Libreville (Capal), sis à Oloumi.

Plus d'une heure de traversée plus tard, première escale à l'entrée du village Nfoulenzem, plus connu sous le nom de Avolezame

Photo : LRA



Alli Confort, chef du village Nfoulenzem, recevant sa médaille, insigne de son commandement.

ou Makok. C'est ici que Alli confort, nouveau chef, doit être investie dans ses fonctions par le préfet du Komo-Océan. « Quatrième département de l'Estuaire, le Komo-Océan se vide de jour en jour. Le manque d'écoles, de dispensaires et d'activités économiques a favorisé cet exode rural. D'où cette tournée de renouvelle-

Photo : LRA



Les chefs de village, de regroupement et de canton du département autour du préfet.

ment des chefferies pour revitaliser les villages», a expliqué François Ntoutoume Essone.

Principaux temps forts de la cérémonie : lecture de la décision de nomination, présentation de la dame à ses administrés, rappel des prérogatives et avantages liés à sa fonction, installation et remise de l'insigne de la chefferie.

« Un auxiliaire de commandement doit avoir de la distance pour faire appliquer la loi. Il doit aussi rester proche de ses administrés pour connaître leurs préoccupations», a conseillé le préfet à sa collaboratrice, avant de la renvoyer à l'exercice de ses fonctions. Alli Confort a exprimé sa gratitude à Dieu et à ces

hommes pour la confiance placée en elle.

A Nfoulenzem, au lieu dit Consortium, c'est Adèle Avome Bifeghe, chef depuis 1987, qui a été promue à la tête du regroupement des villages Remboue-Gongoué. Après l'avoir installée dans ses fonctions, le préfet du Komo-Océan lui a également prodigué des conseils : « Nous vous souhaitons de prendre tous les enfants du canton comme les vôtres. Vous avez le devoir de rendre compte de ce qui se passe à la hiérarchie, de façon à ce que cela permette de contribuer à maintenir la paix.»

Adèle Avome Bifeghe répondra qu'elle mesure l'immensité de la tâche qui l'attend : « Je compte sur chacun de vous pour m'aider à la mener à bien.»

Le lendemain dimanche, le même périple a été mené pour installer, cette fois-ci, Karl Nzigou Mbabo, nouveau chef du village Obelo.

Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Mouila/Gabon wood industrie

## La sérénité de retour après le mouvement d'humeur

Félicien NDONGO

Mouila/Gabon

APRES avoir observé un mouvement d'humeur pendant deux semaines dans les chantiers forestiers de Gabon wood industrie (GWI), tenus par des Chinois, le calme et la sérénité sont de retour au sein de l'entreprise. Motif de la grogne : la non-exécution dans les délais et dans la conformité du cahier de charges contractuelles. La crise avait pris des proportions inquiétantes au point que l'accès au chantier était formellement interdit aux ouvriers. Les contrevenants devaient subir la loi de la transgression, appelée la technique du "Taper le diable", pratiquée dans les rites traditionnels locaux.

Le gouverneur sortant Benjamin Nzigou, accompagné de la force publique, du président du Conseil départemental de la Douya-

Photo : Félicien Ndongo



Une somme de 500000 francs CFA déposée ici pour désamorcer la crise.

Onoye, Camille Moundéné Moukoko, s'était rendu sur les lieux. En présence des auxiliaires de commandement, des représentants de la société GWI et des populations pour dénouer la crise. Une réunion publique s'est tenue, à cet effet, sur la place du village Mokabo, situé à 18 km de Mouila. En véritable pédagogie, l'ancien gouverneur a fait preuve de tact pour concilier toutes les posi-

tions. Reconnaisant au passage le non-respect par la direction de l'entreprise des clauses du cahier de charges, il a rappelé que l'Etat a étudié tous ces aspects, afin que les sociétés forestières reversent de l'argent dans un compte pour réaliser des projets à caractère social.

C'est donc en toute responsabilité, a-t-il précisé, que les revendications doivent être posées et non

Photo : Félicien Ndongo



Une vue de certains responsables de la société GWI.

dans la violence. « J'apporte un message d'appel à la responsabilité collective. Il faut mettre un terme à ces deux semaines d'inactivité au sein de l'usine. S'il y a un souci, rapprochez-vous du comité de pilotage et, s'il le faut, des autorités compétentes. Et ensemble, voir ce qui a été réalisé et ce qui reste à faire», a-t-il déclaré. Sur un ton conciliateur, l'ex-gouverneur de la Ngounié a sollicité la com-

préhension des populations pour que le village Mokabo n'ait pas une mauvaise renommée dans la contrée.

Après plusieurs tractations, le porte-parole des populations, Jean Pierre Mokambo Kombea, a relevé que depuis 2014, année où la société entrait en production, rien d'appréciable n'a été fait en ce qui concerne les mesures sociales. Le manque de communi-

tion entretenu par la société GWI persiste toujours, alors que la santé financière est quand même au beau fixe, avec une cagnotte du compte de gestion qui s'élèverait à plus de 72 millions.

Mais malgré cela, les six projets initiés n'ont donné aucune satisfaction, notamment sur les plans de la santé, l'éducation et l'électricité.

Pour lever l'interdiction du "Taper le diable", les populations ont d'abord voulu être rassurées que les promesses allaient finalement être tenues : l'achèvement des travaux de construction des bâtiments du pré- primaire et du logement du directeur, l'octroi des médicaments au dispensaire, ainsi que la poursuite de l'électrification du village.

Deux mois leur ont été accordés pour examiner tous les points d'achoppement.

Pour désamorcer la crise, une somme de 500 000 FCFA a été déposée pour supplier les mânes, afin que la sérénité soit instaurée de manière durable au sein de la GWI.